

Genève souhaite rejoindre le réseau des Villes de Refuge

MUNICIPAL • Les élus de la Ville demandent le retour d'Amanuel G., des capacités d'accueil accrues pour les réfugiés et de favoriser la solidarité des habitants.

RACHAD ARMANIOS

Hier, Genève a accepté l'idée de se déclarer «Ville de Refuge» et de soutenir l'objectif d'accueillir en Suisse 50 000 réfugiés, deux propositions contenues dans un appel national lancé par plus de septante personnalités – notamment du monde politique –, et signé à ce jour par près de 5000 personnes. Ainsi, le Conseil municipal de la Ville de Genève a-t-il renvoyé en commission des finances une résolution socialiste reprenant les termes de cet appel. A savoir l'urgence de la crise migratoire et humanitaire et le concept de «Ville de Refuge», lancé par Barcelone et Madrid qui se sont déclarées comme telles. Un concept visant surtout à favoriser l'accueil de réfugiés par des privés ainsi que les réseaux de soutien.

Deux autres motions, directement renvoyées au Conseil administratif, vont dans un même sens. L'une demande d'augmenter de 500 places les capacités d'accueil de la Ville. L'autre prie l'exécutif municipal de faire pression sur le canton pour obtenir le retour d'Amanuel G. Ce requérant d'asile avait été refoulé au petit matin devant ses enfants et sa femme enceinte. Il erre aujourd'hui à Rome. Ces trois sujets ont fait l'objet d'un seul débat, par conséquent difficile à suivre. PLR, UDC et MCG ont été minorisés grâce à l'alliance de la gauche et du PDC.

Le socialiste Emmanuel Deonna a affirmé que la Suisse avait la capacité d'accueillir 50 000 réfugiés. Le Vert Alfonso Gomez a, lui, pointé la faillite de l'Union européenne, accusée de manquer à son devoir d'asile. Genève doit prendre ses responsabilités, ajoute Morten Gisselbaek (Ensemble à Gauche).

«Nous sommes débordés!»

Quant à Amanuel G., «c'est un cas d'application inhumaine des accords de Dublin», tonne M. Deonna. «On demande à un chef d'Etat un comportement humain, pas de chef de caserne», ajoute M. Gomez en réf-



Les nouveaux bâtiments du centre d'hébergement de Feuillasse à Meyrin, inaugurés au printemps 2015. JPDS

rence au patron de la Sécurité cantonale Pierre Maudet.

Tout cela est de compétence fédérale, rejette le MCG Pascal Baertschi, ajoutant que le cas de l'Erythréen, «monté en épingle», relève d'une «manipulation médiatique». Michèle Roulet (PLR): «La justice a ordonné son renvoi, vous voulez rejeter Schengen et Dublin pour un seul cas?» Genève Ville de refuge? Augmenter les places d'accueil? Le MCG Daniel Sormanni accuse la gauche de privilégier les réfugiés aux chômeurs genevois et autres précarisés «de chez nous». Pour l'UDC Eric Bertinat, «nous sommes tous simplement débordés par les demandes et ne savons pas où loger ces personnes. Et en plus, la gauche refuse les solutions en abri PC!»

Des solutions indignes, rebondit le magistrat Sami Kanaan, soulignant

que les villes sont «aux premières loges», sollicitées à juste titre par le canton pour trouver des solutions d'hébergement, ce à quoi son collègue Rémy Pagani s'attelle.

Un symbole pour Genève

Notons toutefois que la collaboration n'est pas au beau fixe, puisque le conseiller d'Etat Mauro Poggia prévoit 380 places au chemin Rigot, près de l'ONU. Un lieu peu accueillant et inadapté, selon M. Pagani, qui veut plutôt construire 380 places dans des containers préfabriqués à Montbrillant. Mais M. Poggia affirme que seules 200 places pourront y voir le jour...

La maire Esther Alder, pour sa part, se réjouit de la perspective de rejoindre le réseau des Villes de Refuge et a déjà pris contact avec la maire de Barcelone Ada Colau. Soulignant la valeur de symbole pour

Genève, berceau du droit d'asile, elle prévient toutefois que le concept, en est à ses balbutiements en Espagne. «Il faudra qu'à Genève, il se concrétise en solutions concrètes.»

Au final, le PDC fait pencher la balance en soulignant la tradition historique des Refuges huguenots à Genève (*Le Courrier* du 9 octobre 2015). «Le Conseil administratif doit apporter un soutien pragmatique et complémentaire à l'action du canton, plaide Lionel Ricou. Quant à Amanuel G., «lorsque des enfants sont concernés, le PDC privilégie le regroupement familial.»

L'appel a notamment été signé par les conseillers nationaux Lisa Mazzone (Verts/GE), Chantal Galladé (PS/ZH), la conseillère aux Etats (PS/GE) Liliane Maury Pasquier ou encore le conseiller d'Etat genevois Antonio Hodgers (Verts). www.change.org/p/appel-national-appel-national-pour-que-la-suisse-accueille-rapidement-50-000

VILLE DE GENÈVE

«Les retraités ne devraient pas pointer au chômage»

Obligés de partir à la retraite à 62 ans, quatorze employés de la Ville de Genève (depuis 2012) se sont vus refuser une dérogation pour repousser leur départ. En attendant de toucher, à 64 ans, leur plan de retraite puis leur AVS (64 ans pour les femmes, 65 pour les hommes), ces employés ont expliqué au Conseil administratif qu'ils ne bénéficieraient pas d'une rente suffisante. Mais le Conseil administratif a rejeté ces demandes car ils ne répondaient pas aux critères de dérogation. Ces personnes se sont alors tournées vers le chômage. Onze employés ont, par contre, obtenu une dérogation de l'exécutif et plus de septante collaborateurs l'ont eue automatiquement.

Hier, le Conseil municipal a jugé la situation de ces 14 personnes anormale et a accepté d'étudier en commission une délibération du MCG exigeant de mettre fin à cette «injustice».

Pour comprendre cette problématique, rappelons que le nouveau plan de retraite de la Caisse d'assurance du personnel de la Ville et des autres communes (CAP) a fait passer l'âge de la retraite de ses affiliés de 62 à 64 ans. Mais les négociations débutées en 2013 avec les syndicats pour adapter le statut du personnel n'ont toujours pas abouti et la fin des rapports de travail en reste, pour l'heure, à 62 ans.

Pour le MCG Daniel Sormanni, il est «indigne» d'obliger des collaborateurs à quitter leur travail dans ces conditions. Le PDC Jean-Charles Lathion abonde, soupçonnant un problème d'équité de traitement. Il veut que soient étudiées en commission les dérogations refusées, mais aussi celles acceptées – des surprises seraient à attendre du côté des hauts revenus... Mais le socialiste Grégoire Carasso refuse la méthode, estimant que des améliorations doivent être trouvées dans le seul cadre du partenariat social. Il accuse la droite élargie de monter quelques cas en épingle dans le but d'augmenter l'âge de la retraite de tous les employés. Les négociations avec les syndicats visent à lister les fonctions pénibles qui pourront bénéficier d'une préretraite.

«Les quatorze personnes concernées sont parties avec une rente d'au moins 4720 francs mensuels, se défend la magistrate Sandrine Salerno, chargée des ressources humaines. Ce n'est pas du Zola! Des mesures transitoires ont été prévues, garantissant à tout employé les sommes cotisées exactes, soit au moins 70% du dernier salaire.» Mais le PLR Simon Brandt épingle une posture «antisociale». La délibération est envoyée en commission par 52 oui et 16 abstentions socialistes. RACHAD ARMANIOS

EN BREF

GRAND CONSEIL

Magali Orsini exclue du groupe d'Ensemble à gauche

La députée Magali Orsini a été exclue mardi soir par le caucus de la députation d'Ensemble à gauche au Grand Conseil, selon une nouvelle annoncée mercredi par Léman Bleu. La décision, prise à l'unanimité des présents (M^{me} Orsini n'est pas venue à la réunion), a été motivée par «le refus ou l'incapacité de cette députée de respecter le minimum des règles de fonctionnement collectif indispensable à l'activité normale d'un groupe parlementaire», selon un communiqué d'EàG qui confirme la nouvelle. La décision sera attaquée par voie de droit à fait savoir M^{me} Orsini sur sa page Facebook. PBH

CHAMP-DOLLON

Un gardien soupçonné de trafic de téléphones

PRISON Un gardien de la prison de Champ-Dollon a été arrêté mardi sur son lieu de travail. Il est soupçonné d'avoir introduit dans la prison des téléphones portables et des stupéfiants pour le compte de détenus. Les locaux auxquels le gardien avait accès ont été perquisitionnés, a fait savoir hier le Ministère public genevois. L'arrestation s'est déroulée sous la conduite du procureur général Olivier Jornot. Les faits dont est soupçonné le gardien sont susceptibles d'être qualifiés notamment de corruption passive et d'infraction à la loi fédérale sur les stupéfiants, a précisé le Ministère public genevois. ATS

Retour vers l'Antiquité

FESTIVAL • Pour sa 2^e édition, la Nuit antique dévoile un programme ambitieux.

Durant deux jours, les 15 et 16 avril prochain, le parc des Bastions vivra à l'heure romaine. Il sera possible de se promener au cœur d'un véritable village antique reconstitué et de déguster des sangliers rôtis et de la cervoise. Cela grâce à La Nuit antique, manifestation tout public et gratuite qui aura lieu, pour la seconde fois, dans le parc des Bastions et ses alentours.

Créé par des étudiants et des chercheurs du département des Sciences de l'antiquité de l'université de Genève, ce festival leur permet de faire découvrir au public le fruit de leurs recherches en proposant des reconstitutions à la fois scientifiques et fidèles à l'époque.

Côté pratique, un vaste panel d'activités est prévu: céramique, frappe de monnaie, tour en char et écriture sur tablettes en argile. Mais la théorie

sera également à l'honneur avec des conférences telles que «Peplum et decorum», sur l'Antiquité au cinéma. Théâtre, lecture de textes antiques, de contes et même une performance rhétorique, discipline emblématique de l'Antiquité, viendront compléter le programme. Le festival a également pensé aux plus petits: initiation à l'archéologie, jeu de piste et possibilité de s'habiller à la mode antique.

Ainsi, le but n'est pas seulement de divertir le public mais également de lui faire prendre conscience de l'influence qu'a eue cette ère sur notre société actuelle. Sciences, philosophie, art, droit: nombreux sont les domaines dans lesquels l'Antiquité nous a transmis un immense savoir, toujours d'actualité.

LÉA NOBS

Retrouvez le programme complet sur www.nuitantique.ch

PUBLICITÉ

noé21
économie, énergie et société

CAFÉ CLIMAT

Mardi 12 avril à 18h30

Répondre à la hauteur des enjeux climatiques. Comment y parvenir de manière équitable?

EXPOSÉ ET ÉCHANGES SUR LE RATIONNEMENT POUR RÉPARER L'EFFORT DE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE.

Intervenant: Daniel Badoux, Membre du Réseau Objection de Croissance, collapsologue

A la Fumeristerie, 21 rue des Noirettes, 1227 Carouge

